

Historique de l'Action française

Marie Lan Nguyen (ENS)

2004

1 Les débuts (1899–1918)

1.1 L'Affaire Dreyfus aux origines de l'Action française

1.1.1 Charles Maurras

Charles Maurras naît en 1868 à Martigues d'un père percepteur des impôts, libéral et romantique, et d'une mère dévote et royaliste. À l'issue de ses études secondaires, il monte à Paris et devient journaliste, travaillant d'abord à *La Cocarde* (boulangiste) puis à la *Gazette de France* et au *Soleil*, journaux royalistes. Grand admirateur de la Grèce, ses préoccupations sont alors essentiellement littéraires.

Il s'engage dans l'action politique à l'occasion de l'affaire Dreyfus. Convaincu d'abord de la culpabilité de Dreyfus, il admet ensuite le doute. Mais pour lui, même la souffrance d'un innocent doit s'effacer devant la stabilité de l'armée et de la France, mise en péril par l'affaire. Dans cet esprit, il lance en 1898 dans la *Gazette de France* l'idée du « faux patriotique Henry ». C'est son grand mot d'ordre, « le Politique d'abord ».

Le but de Maurras est d'ériger un système positif et machiavélien, partant du « postulat nationaliste », contre la décadence ayant suivi la défaite de 1870, et plus avant encore la Révolution française, mère d'une société corrompue où manque le principe unitaire monarchique. Pour Maurras, quatre « états confédérés » composent l'Anti-France et ont donné lieu à la démocratie parlementaire : ce sont les Juifs, les francs-maçons, les protestants et les métèques (étrangers), qui tous font passer leurs solidarités propres avant la Nation. La xénophobie et l'antisémitisme, dans sa doctrine, ne sont pas une haine aveugle et

irraisonnée comme c'est le cas par exemple pour un Drumont : Juifs comme étrangers peuvent être assimilés. Les catholiques, dont la loyauté à Rome concurrence celle à la France, devraient logiquement partager le même opprobre maurassien, mais Maurras (lui-même agnostique) les place à part. Pour lui, le catholicisme est indispensable en tant que ciment et fondation de la nation française, tout comme la royauté.

En cela, Maurras s'écarte de son ami Maurice Barrès, nationaliste demeuré républicain. Pourtant, le royalisme prôné par Maurras n'est pas une fidélité sentimentale à la personne du Prétendant ou à sa dynastie (l'Action française suivit le courant royaliste majoritaire en faveur des Orléans, sans étudier la question de la légitimité) ou au principe du droit divin (auquel Maurras, agnostique, ne croit pas), contrairement aux royalistes traditionnels. C'est une construction rationnelle et cohérente, davantage un monarchisme qu'un royalisme.

Pour lui, une restauration est possible par le biais d'un coup de force (préfet, général, ministre ou groupe résolu). Le climat est favorable aux idées maurassiennes, qui favorisent l'ordre et la hiérarchie même aux dépens de la vérité.

1.1.2 Naissance de l'Action française

L'Action française naît dans la confusion de l'affaire Dreyfus. Au printemps 1898, Maurice Pujo et Henri Vaugois fondent le Comité d'action française. En juillet 1899 est créé le *Bulletin* ou *Revue de l'Action française* (la « petite revue grise »). Parmi les membres fondateurs, on compte un seul monarchiste avoué. Vaugois est un ex-socialiste, Pujo un ex-anarchiste, les autres sont républicains. Ils se proclament d'abord républicains et athées. Rapidement, le ton change et l'Action française défend bientôt la réaction. Maurras se présente dans la *Gazette de France* comme royaliste. Il écrit *Dictateur et Roi* (auquel succédera *Enquête sur la monarchie*) et convertit les membres de l'Action française.

1.1.3 Le démarrage

Après l'affaire Dreyfus, la Revue retombe dans l'obscurité. Elle rallie néanmoins la jeunesse : elle concilie royalisme et avant-gardisme. Aucun des membres n'appartient en effet aux mouvements royalistes classiques (les idées principales sont le « nationalisme intégral », le respect de l'ordre). L'accent est mis sur la pédagogie : l'Institut d'action française

naît en 1906, le Journal en 1908. L'idéologie de l'Action française se veut profondément rationnelle : il faut restaurer les corps intermédiaires entre l'homme et le pouvoir central, qui assuraient la liberté. Comme la survie de la nation dépend d'une restauration monarchique rapide, tous les moyens sont bons, y compris la violence illégale.

L'affaire des fiches et le suicide de Syveton voit la dislocation de la Ligue de la Patrie française. L'Action française tente de récupérer le mouvement, mais seuls 1% des membres se rallient. Après la politique antireligieuse menée par Combes, la séparation de 1905 et l'affaire des Inventaires, l'A.F. prend la défense de l'Église (même si cet appui est purement politique) et se fait ainsi beaucoup d'amis parmi les évêques (le cardinal de Lai, secrétaire du Consistoire, le C^{al} de Cabrières, le C^{al} Sévin ou encore le C^{al} Andrieu). L'A.F. tente également de rallier l'Université : elle organise des dîners de quinzaine au Bœuf à la mode (restaurant proche du Palais-Royal), des conférences et des réunions. En 1905, le 75^e anniversaire de la naissance de Fustel de Coulanges (qui n'était pas monarchiste mais qui était patriote), leur fournit l'occasion de créer un cercle d'intellectuels à son nom, réunissant par exemple les romanciers Maurice Barrès et Paul Bourget ou encore le critique Jules Lemaitre. Cette création est l'occasion d'une vive polémique de presse et de campagnes de protestations, faisant ainsi une grande publicité à l'A.F.

1905 voit aussi, en janvier, la création de la Ligue d'Action française pour solliciter des fonds et des abonnements à la Revue. En décembre de la même année, Lucien Moreau organise le premier groupe d'étudiants de l'AF. En février 1906 est fondé l'Institut d'Action française. Maurras occupe la chaire de politique, Léon de Montesquiou, celle de positivisme, Lucien Moreau celle de nationalisme. L'historien Louis Dimier en est le directeur. Parallèlement est fondée la maison d'édition « Librairie Jean Rivain ».

À partir de 1906, les réunions anti-dreyfusardes reprennent. Elles rencontrent un vif succès et réveillent l'agitation nationaliste qui se concrétisera par exemple le 4 juin 1908 par la tentative d'assassinat de Dreyfus par le journaliste Louis Grégori, lors du transfert des cendres de Zola au Panthéon. Grégori sera acquitté bien qu'il ait blessé Dreyfus. Gaucher et Réal del Sarte, volontaires tous deux pour la même mission, justifient le geste de Grégori en invoquant la prétendue falsification de l'art. 445 du Code d'instruction criminelle par la Cour de Cassation en 1906 (le 12 juillet, la Cour de Cassation avait annulé sans renvoi le jugement du Conseil de guerre en affirmant que « de l'accusation portée contre Dreyfus, rien ne reste debout et que l'annulation du jugement

du Conseil de Guerre ne laiss[ait] rien subsister qui puisse, à sa charge, être qualifié crime ou délit»). De même, des statues de dreyfusards sont mutilées.

1.2 Les organes de presse de l'Action française

La naissance du Journal en 1908 met au premier plan Léon Daudet (fils d'Alphonse Daudet), son rédacteur en chef. Né en 1867 d'une mère républicaine et d'un père monarchiste, il est d'abord anti-boulangiste et athée avant de revenir au catholicisme à l'occasion de son remariage. Son antisémitisme, de tradition familiale (il adhère à 20 ans à la Ligue antisémite), le fait entrer à l'A.F. en 1904. Il en devient rapidement l'orateur principal, ainsi que le principal bailleur de fonds (sa fortune provenant de l'écriture de romans quasiment pornographiques...) Malgré son soutien financier, le Journal a perpétuellement besoin d'argent et se lance sans cesse dans des souscriptions, voire des campagnes de chantage.

1908 voit également la création de la *Revue critique des idées et des livres* (dite Revue critique) par Jean Rivain et Eugène Marsan. Peu à peu, ces stendhaliens passionnés se détachent de l'Action française dont ils étaient proches, ce qui entraînera la rupture avec Maurras en février 1914. Une réconciliation partielle aura lieu après la guerre.

1.3 Le duc d'Orléans et les Camelots

Malgré le peu de soutien du prétendant orléaniste, qui lui préfère des journaux monarchistes plus anciens (*La Gazette de France*, *Le Soleil*, *Le Gaulois*), l'A.F. se développe rapidement. Il faut dire que les nouveaux adhérents sont moins royalistes traditionnels qu'attirés par la cohérence de la doctrine maurassienne. Le 16 novembre 1908 sont créés les Camelots du roi, jeunes gens (souvent des étudiants) armés de cannes ferrées, chargés de vendre le journal dans la rue (et de faire le coup de poing), dirigés par Maxime Réal del Sartre. De grands noms de l'A.F. comme Théodore de Fallois, Armand du Tertre, Marius Plateau ou Henry des Lyons sortiront des Camelots. Ceux-ci se distinguent rapidement par leurs batailles rangées dans les facultés, et règnent rapidement en maîtres sur le Quartier latin. Ils recrutent de nombreux jeunes gens, pas nécessairement royalistes, attirés par le côté frondeur et rebelle des Camelots.

Ces violences engendrent la méfiance des royalistes traditionnels : le bureau politique du duc d'Orléans leur interdira ainsi de participer à ses activités ouvrières. Les Camelots se distinguent en effet par de nombreux coups d'éclat : en décembre 1908, ils chahutent violemment les cours de Thalamas à la Sorbonne – Amédée Thalamas avait déjà été la cible de l'Action française en 1904, alors qu'il n'était que professeur d'histoire au lycée Condorcet, pour avoir « insulté Jeanne d'Arc » en offrant à ses élèves une vision positiviste de sa vie. En 1911, ils relancent l'antisémitisme dans le Quartier latin en s'insurgeant contre une pièce d'Henri Bernstein, juif et accusé d'avoir déserté pendant son service militaire. En 1912, ils se manifesteront bruyamment lors du transfert des cendres de Rousseau au Panthéon.

La gifle donnée en 1910 par Lucien Lacour, un jeune Camelot, au président du Conseil Aristide Briand, est l'occasion d'une offensive des royalistes conservateurs. Dans *Le Gaulois*, on voit même un entretien donné par le duc d'Orléans, qui désapprouve la violence des Camelots. L'affaire se termine par un compromis entre l'A.F. et le prince. Le 30 novembre 1910, les relations se tendent quand le duc d'Orléans va jusqu'à désavouer l'Action française et critiquer les attaques de cette dernière contre les autres royalistes. Mais devant le succès de l'A.F., une réconciliation aura lieu.

1.4 L'Action française et la cause ouvrière

Une grande partie de l'action de l'A.F. se concentre sur le monde du travail. En effet, selon Maurras, l'individualisme égalitaire a contribué à détériorer une société jusque là unie, conduisant ainsi à l'anarchie morale. Pour y remédier, il faut une entente entre le Travail et le Capital par le biais du corporatisme chrétien (dont les penseurs sont de Mun ou de la Tour du Pin). L'organisation de syndicats « jaunes » et d'un mouvement « socialiste national », dirigé par Pierre Biétry, se fait dans ce cadre. En 1908 cependant, Biétry est désavoué par l'A.F., qui décide de créer des groupes ouvriers propres, et tente de promouvoir la cause royaliste dans les syndicats. En décembre 1911, c'est ainsi la création du Cercle Proudhon, dirigé par Georges Valois et Henri Lagrange. Le Cercle Proudhon, oscillant entre syndicalisme révolutionnaire (Georges Sorel et Édouard Berth) et monarchisme, rencontre un semi-échec, poussant l'Action française à se détourner peu à peu de la question sociale.

1.5 L'essor

En décembre 1910 a lieu le 3^e congrès de l'Action française, tenue salle Wagram. Elle réunit 300 assistants, dont 65 provinciaux seulement. La moitié des chefs de section sont nobles (15–20% du total des adhérents, il faut compter autant d'ecclésiastiques). Au cours des années 1910, la proportion de catholiques ira en augmentant jusqu'à atteindre environ les 9/10^{es} : ceci s'explique par la menace représentée aux yeux des catholiques traditionnels par l'émergence de la démocratie chrétienne et du Sillon de Marc Sangnier (des intrigues aboutiront d'ailleurs à la condamnation du Sillon par Pie X en 1910).

En 1914, l'Action française est une entité complète, qui plus est le parti nationaliste par excellence. Le nombre d'adhérents a fortement augmenté, le rayonnement intellectuel des maurrassiens et sympathisants (Maurras lui-même, Barrès, Bainville) est grand, et les Camelots du roi font régner leur loi dans le Quartier latin. En 1913, à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc, c'est 50 000 personnes qui défilent à son appel. L'audience de la ligue est encore plus considérable dans l'armée et le clergé français.

2 La Grande Guerre (1914–1918)

La campagne de l'Action française commence tôt. Dès 1911, à l'occasion de la crise d'Agadir, Léon Daudet lance des accusations contre les firmes traitant avec l'Allemagne (les laiteries Maggi-Kub par exemple) et l'Action française mène des campagnes de boycottage. Ce n'est pas exactement que l'Action française souhaite la guerre, mais elle veut, la guerre échéant, l'unité des Français contre les pacifistes (il n'y a toutefois aucune relation entre la ligue et l'assassinat de Jean Jaurès par Raoul Villain en 1914). L'Action française accorde également son soutien aux gouvernements de tous bords prenant des mesures énergiques en faveur de la défense nationale (y compris Briand et Clemenceau).

Pendant la guerre, Daudet fait campagne contre les étrangers fraîchement naturalisés et les industriels traitant avec l'Allemagne, campagne menée sans véritables preuves. Il y gagne le surnom de « procureur du Roi » et de nombreux procès en diffamation, dont l'un conduit à la confiscation du journal pendant une semaine. De nombreuses descentes de police dans les locaux du journal s'ensuivent également, ainsi que des perquisitions chez Maurras, Marius Plateau, Dimier, Daudet ou encore

Réal del Sarte. En octobre 1917, au cours de l'une de ces perquisitions, sont saisies diverses armes à feu, cannes plombées, coups de poings américains et nerfs de bœuf. Le journal de l'Action française tourne alors en dérision ce « complot des panoplies » (Daudet), couvrant ainsi le gouvernement Painlevé de ridicule. Le gouvernement recule et en novembre 1917, Clemenceau remplacera Painlevé mis en minorité avec l'appui de l'Action française.

La Grande guerre est pour l'Action française une période de succès. En 1917, le journal voit son nombre d'abonnés augmenter de 7 500. Il compte parmi ses lecteurs Proust, Gide, Rodin ou le jeune Bernanos (entré en 1908 dans les Camelots). Les souscriptions augmentant également, l'Action française voit ses soucis financiers diminuer, ce qui lui permet en 1917 de quitter son local de la Chaussée d'Antin (dans lequel elle avait emménagé en 1908) pour la rue de Rome.

3 L'entre-deux guerres

3.1 Affaires étrangères

3.1.1 Paix et traités

En 1918, les monarchistes réclament une « paix française » qui serve le mieux les intérêts de la Nation : la division de l'Allemagne, l'annexion du Landau et de la Sarre, un protectorat français sur la Rhénanie. L'Action française se prononce contre l'application sans discernement du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle affirme que la crainte du bolchevisme n'est pas une raison suffisante pour permettre à l'Allemagne de se réorganiser. En matière d'armement, elle est contre une politique attentiste. En revanche, elle est favorable aux indemnités de guerre qui permettent de remettre la France à flot tout en affaiblissant l'Allemagne. En effet, selon l'analyse de Bainville, l'Allemagne et la Russie soviétique sont les ennemis de la France, et son seul allié possible est l'Italie. La paix doit affaiblir l'Allemagne au point de permettre à la France de s'appuyer sur des troupes régulières accomplissant un temps de service long et de ne plus recourir à la conscription.

3.1.2 Malheureux Poldèves!

Les relations internationales sont l'occasion d'un épisode rocambolesque, l'affaire des Poldèves. Alain Mellet, journaliste membre de l'Action française, envoie en 1929 à des députés (ayant voté contre dans le débat récent sur les congrégations missionnaires) une lettre sous le nom de Lyneczi Stantoff, les alertant du martyre enduré par la population poldève, sous le joug de grands propriétaires terriens, et leur demandant de plaider leur cause à Genève auprès de la Société des nations. Le journaliste reçoit des réponses émues desdits députés, tout vibrants de sympathie envers le malheureux peuple opprimé. Une deuxième lettre signée Stantoff et Lamidaëff (*sic*), au nom du Comité de défense poldève, en recueille encore davantage. Le 21 avril 1929, L'Action française dévoile finalement le canular : les Poldèves n'existent pas, pas plus que Stantoff, et Lamidaëff n'est autre que « l'ami d'A.F. », soit Mellet lui-même...

3.1.3 Face à la montée du fascisme

La situation se complique ensuite avec l'arrivée au pouvoir de Mussolini puis d'Hitler. Les sentiments sont mitigés. L'Action française n'accepte ni les thèses fascistes ni les thèses nazies, elle craint l'Allemagne plus forte mais admire la force grandissante d'Hitler, tout comme son anticomuniste, et dans une bien moindre mesure, son antisémitisme – ce qui les pousse à une sorte de pacifisme (pour eux les partisans de la guerre contre l'Allemagne sont les Juifs et les francs-maçons). Mais dès la fin de 1933, l'Action française se rend compte qu'Hitler hait la France et se range contre lui. Elle réclame l'allongement du service militaire, exigence confortée en 1935 par la victoire allemande dans le plébiscite de la Sarre. La France doit se rapprocher de ses alliés, mais lesquels? La Grande-Bretagne est indispensable, mais ils ne lui accordent qu'une confiance limitée. Ils lui préfèrent les Italiens, mais le conflit abyssin en 1935 les placera dans une situation embarrassante. Ils se résolvent à prendre le parti de l'Italie et manifestent avec les Jeunesses patriotes, les Chemises vertes et même les Croix de Feu. Ils prônent une alliance des « quatre pays civilisés », la France, l'Italie, la Belgique et la Grande-Bretagne, et un réarmement intensif. Ils se prononcent en revanche contre l'alliance avec l'Allemagne (contrairement à l'« Internationale blanche » prônée par les conservateurs).

3.2 L'Action française à la Chambre

Depuis la fin de la Grande Guerre, l'Action française est en pleine période de prospérité. Elle apparaît comme le seul bastion face à la Révolution bolchévique qui gronde : le prix de la vie ayant augmenté en flèche, les grèves et les manifestations se sont succédé, culminant le 1^{er} mai 1919 par une grève générale et des combats de rue. Par contre, l'Action française est au mieux avec le pouvoir et les forces de police.

L'Action française décide alors de s'immiscer davantage dans le jeu des élections, faisant pression contre les radicaux et les catholiques libéraux. En 1919, elle saute le pas en lançant seule sa propre liste, l'Union nationale, sans allusion aucune à la monarchie. Elle prône la réglementation de l'immigration, la réduction du service militaire de trois ans et la création de troupes de métier spécialisées, le rétablissement d'une ambassade près le Saint-Siège et d'un concordat, et la suppression de toutes les mesures contre l'Église, les ordres religieux et les écoles catholiques. 30 candidats sont élus, soit 5% de la Chambre. Petite déception, seul Daudet est élu à Paris. La nouvelle ligne électoraliste de la Ligue engendre pourtant des défections, telle celle de Bernanos en 1919, qui ne retrouve plus la fougue juvénile et révolutionnaire des Camelots d'avant-guerre.

La présence seule de Daudet à la Chambre est considérable. Il fait pencher le Bloc à droite (l'extrême-gauche accusant même le gouvernement d'être sous la férule de l'Action française lors de la reprise des relations diplomatiques avec le Saint-Siège) et on le surnomme le « tombeur de ministères ». La gauche compare alors l'Action française en plein essor à l'essor de Mussolini en Italie (la marche sur Rome a lieu en 1922), dénonçant les « fascistes d'Action française » (origine du mot « faf », diminutif péjoratif de « fasciste »). La doctrine maurassienne est cependant bien différente de celle de Mussolini : elle se veut rationaliste quand Mussolini est anti-intellectuel, Mussolini divinise l'État quand l'Action française s'en méfie. Par la suite, l'Action française insistera beaucoup sur ces différences.

De 1916 à 1923, Poincaré et l'Action française sont dans le même camp. La ligue envisage même de collaborer à un gouvernement, sinon monarchiste, du moins patriote. En janvier 1923, Marius Plateau, secrétaire des Camelots du roi et de la Ligue, est assassiné par un anarchiste, Germaine Breton. Furieux, les Camelots saccagent en retour les presses de journaux socialistes, mais l'opinion s'est retournée : elle estime que les anarchistes n'ont fait que retourner contre la Ligue

ses propres armes. Parallèlement, on voit des signes de désaffection pour l'Action française dans les milieux traditionnels. Maurras échoue à l'Académie française et, à la Chambre, le gouvernement est sommé de prendre parti pour ou contre la Ligue. Ceci conduit à la désintégration du Bloc, voulue par la Ligue pour séparer le centre-gauche de la majorité. Mais c'est au Cartel des gauches que conduit la menace de « fascisme à la française »...

Dans les mois qui suivent le débat de juin 1923, c'est l'apogée de l'influence politique de l'Action française. Les maurrassiens, très confiants, songent à entrer dans un gouvernement purgé de tout élément de gauche. Tout le monde redoute un coup d'État, surtout dans une conjoncture économique désastreuse. Mais en novembre 1924, les législatives sont un échec. Même Daudet n'est pas réélu. Les socialistes bénéficient d'un retour de balancier notamment dû à l'émotion suscitée par le transfert des cendres de Jaurès au Panthéon.

Les succès de la gauche engendrent auprès de l'Action française la crainte d'un complot communiste. Cette crainte se répand dans les classes moyennes et aisées qui redoutent un coup d'État bolchévique. Le tirage du Journal augmente, tandis que des perquisitions sont menées chez des communistes, sur ordre du gouvernement. Les difficultés économiques mécontentent les classes moyennes, chez lesquelles l'Action française tente de recruter avec des arguments de nature poujadiste. Une réaction anti-matérialiste naît également face à la politique anticléricale du Cartel. Les coups de force des Camelots reprennent : ils conspuent la nomination au favoritisme d'un professeur de droit, affrontent les communistes et organisent des manifestations interdites qui dégénèrent en affrontements avec les forces de l'ordre.

3.3 L'affaire Philippe Daudet

L'année 1923 est marquée par un fait divers qui bouleverse la Ligue. Le 27 novembre, les journaux annoncent la mort du jeune Philippe Daudet, 14 ans, fils aîné de Léon Daudet. Le 20 novembre, Philippe avait fait une fugue et aurait contacté d'abord *Le Libéraire* en demandant qu'on lui désigne une cible à abattre puis, après avoir été éconduit, un libraire anarchiste qui, indicateur de la police, le dénoncera aussitôt aux forces de l'ordre. Dépêchées pour l'arrêter, elles trouvent son cadavre dans le taxi censé l'amener au commissariat.

Léon Daudet crie aussitôt au complot anarcho-républicain, et le journal titre sur « l'Antifrance, auxiliaire de la sanglante anarchie ». *Le Libertaire* prétend alors avoir été contacté par Philippe dès la suite de l'assassinat de Marius Plateau par une anarchiste et publie une lettre de Philippe à sa mère. Les rédacteurs du *Libertaire* concluent au suicide (comme le fera l'enquête officielle en septembre 1925, classant l'affaire sans suite) et prétendent que Philippe souhaitait assassiner son propre père. Les deux journaux se livrent une bataille médiatique qui fait monter les tirages, pendant que Léon Daudet accuse le libraire, manipulé par la police, d'avoir abattu son fils et pointé du doigt le chauffeur du taxi pour complicité. Un procès en diffamation s'ensuit, perdu par Daudet. Il est condamné en 1925 à 5 mois de prison.

Refusant de se remettre aux forces de l'ordre, il se barricade en 1927 avec des Camelots dans les locaux de l'Action française rue de Rome, annonçant un nouveau Fort-Chabrol avant de rendre. Il s'évadera de la Santé quelques semaines plus tard grâce aux Camelots (qui firent croire par téléphone à une grâce présidentielle au directeur de la Santé) pour s'enfuir en Belgique puis revenir, amnistié, en France (décembre 1929).

3.4 Organisation de l'Action française

La France est découpée en dix zones, avec pour chacune un délégué du Prince et un Secrétaire général de l'Action française (en 1923, un Secrétaire général sera nommé pour l'Algérie). Si en 1911 la Ligue comptait 182 sections et groupes, elle en dénombre 200 en 1912 et 300 en 1914. La Grande guerre cause de grosses pertes dans les sections. En 1920 est créé le Comité de propagande, chargé de collecter les fonds, d'organiser des tournées de conférences et de publier des brochures.

La même année est fondé *L'Étudiant français*, magazine des étudiants d'Action française, dans lequel écriront Claude Roy, Philippe Ariès, Raoul Girardet, Brasillach, Pierre Gaxotte ou encore Pierre Boutang. La Ligue compte beaucoup d'adhérents à l'École normale supérieure, à l'École des Chartes ou encore en Faculté de droit. Les sections lycéennes et étudiantes sont nombreuses, pour la plupart des Camelots. Beaucoup de feuilles locales ont disparu pendant la guerre, et le journal *L'Action française* connaît de nouveau des problèmes financiers dus aux nombreux procès en diffamation ou pour incitation au meurtre, aux amendes et à l'insertion obligatoire des attendus de condamnation.

Le recrutement se fait parmi les officiers et les religieux, mais aussi parmi les ouvriers et les boutiquiers. On note la présence de quelques protestants et de quelques Juifs, malgré un antisémitisme incontrôlé. En effet, le maurrassisme prêche un antisémitisme raisonné fondé sur l'absence d'intégration des Juifs, dont la loyauté envers leurs coreligionnaires l'emporterait sur celle due à la France. Mais selon Maurras, les Juifs ne sont pas irrémédiablement des ennemis. Chez la plupart des militants, pourtant, l'antisémitisme est plus passionnel que rationnel. On en trouve une illustration dans la nouvelle « L'enfance d'un chef » dans le recueil *Le Mur* de Sartre.

3.5 La question sociale

L'Action française avait tenté avant-guerre de se rapprocher des syndicalistes. À partir de 1919, le journal consacre tous les lundis une page aux questions économiques et sociales, chasse gardée de Georges Valois. En mars 1920, Valois lance la Confédération de l'intelligence et de la production françaises (C.I.P.F.) pour organiser la production sur une base corporative. La C.I.P.F. édite un bulletin, *La Production française*. Mais Valois est plus tenté par le fascisme que par le monarchisme maurrassien, il veut un chef qui combatte les financiers et les hommes politiques. Il se sépare donc de l'Action française pour fonder le Faisceau, entraînant environ 2 000 adhérents avec lui. Les deux mouvements ne tarderont pas à s'affronter : en 1926, les Chemises bleues de Valois font une descente sur les locaux de l'Action française, mais sont repoussés par les Camelots.

En 1924, la C.I.P.F. devient l'U.C.F. (l'Union des corporations françaises). Mais le soutien ouvrier est faible, et le mouvement devient de plus en plus conservateur. Il s'intéresse plus aux agriculteurs qu'aux ouvriers et incarne surtout les valeurs de la petite bourgeoisie (petits rentiers, petits propriétaires, cultivateurs) qui se trouve socialement et psychologiquement du côté de l'ordre établi, contre la Révolution, et dont la doctrine est un paternalisme idéalisé. Mais les fins corporatistes impliquent un État fort pour briser des institutions comme les syndicats qui entretiennent chez les ouvriers l'idée de la lutte des classes. Ce sera l'Italie en 1926 et la France de Vichy...

3.6 La condamnation

Le néo-royalisme exerce une grande influence sur le public catholique, et inversement, les catholiques sont très importants dans l'organisation de l'Action française. Les campagnes menées par la ligue contre le libéralisme et la démocratie coïncident avec la réaction anti-moderniste de l'Église, menée par les « catholiques intégraux » (représentés par la *Sodalitium pianum* : la Confrérie du pin, surnommé la Sapinière) très proches de l'Action française.

Mais à partir de 1913, une réaction a lieu contre l'Action française et l'intégrisme. Certaines œuvres agnostiques de Maurras, ainsi que la *Revue d'Action française*, sont mis à l'Index. Une décision de condamnation est envisagée puis reportée successivement par Pie X et Benoît XV. Malgré tout, la période est l'apogée de l'influence de l'Action française dans les milieux catholiques : elle a la mainmise sur les milieux intellectuels catholiques et a une très grande influence parmi les évêques, à tel point que l'Action française est parfois identifiée à l'Église et vice-versa. L'Action catholique de la jeunesse française (A.C.J.F.) est ainsi tout bonnement phagocytée par l'Action française.

Le 29 décembre 1926, coup de théâtre : les livres de Maurras ainsi que le Journal sont mis à l'Index par décret du Saint-Office. Le mouvement est condamné par Pie XI qui lui reproche de subordonner la religion au politique et au nationalisme, qui craint l'emprise de la Ligue sur la jeunesse, et qui fait un parallèle avec la situation italienne. Le pape récuse l'appellation de « parti catholique » à un mouvement dirigé par un agnostique comme Maurras. Les évêques sont repris en main par Rome. Le 8 mars 1927, c'est le coup de grâce : les adhérents de l'Action française sont interdits de sacrements. La Ligue tente d'abord de résister en empoignant les vieux thèmes gallicans contre l'autorité pontificale. La plupart des adhérents continuent sans encourir de sanctions. Les ecclésiastiques traditionalistes soutiennent ouvertement l'Action française. Des journaux comme *La Croix* s'abstiennent de la critiquer. La plupart des prêtres désapprouvent cette condamnation et préfèrent laisser passer le temps. Mais en 1927, le Journal a perdu la moitié de ses lecteurs.

En 1936, la guerre d'Espagne ravive l'anti-communisme au sein de l'Église. De nombreux ecclésiastiques, par l'intermédiaire des carmélites de Lisieux, font campagne à Rome en faveur d'une réconciliation avec l'Action française. La campagne aboutit en juillet 1939 à la levée de l'interdit, mais la condamnation de 1926 aura donné un coup d'arrêt à la

croissance du mouvement. Les adhérents diminuent, le recrutement se tarit, le tirage du journal chute, les ressources financières fondent malgré la fidélité des petits souscripteurs. L'Action française garde une certaine importance parmi la population : en 1927, elle reste l'organisation la plus importante au défilé de Jeanne d'Arc. Mais elle est attaquée sur sa droite par certains anciens Camelots lassés du conservatisme de la ligue, et qui veulent l'action directe. C'est le cas du D^r Martin et d'Eugène Deloncle, qui après lecture de *Technique du coup d'État* de Curzio Malaparte, fonderont le Comité secret d'action révolutionnaire, à qui Maurice Pujo donnera le sobriquet de « Cagoule ».

3.7 Affaires intérieures

3.7.1 La crise de la démocratie

Une part grandissante des Français semble convaincue qu'ils ne réussiront pas à faire fonctionner la démocratie : ils recherchent une nouvelle voie. L'atmosphère est délétère, pleine de désordre, de malaise et de mécontentement. C'est dans ce climat qu'éclate en novembre 1930 le scandale Oustric (trafic d'influence). Les Camelots reprennent l'agitation et sont à l'origine de nombreuses rixes dans la rue. À la fin de février 1931, d'autres ligues se joignent aux Camelots (Jeunesses patriotes et Croix de feu). L'Action française met en échec la candidature de Briand à la présidence et organise une grande manifestation pacifiste au Trocadéro. Elle ne réussit pas cependant à freiner la victoire de la gauche aux élections. Après une suite de manifestations, elle obtient le renversement du gouvernement Herriot à propos du remboursement de la dette aux États-Unis.

En 1932, la crise américaine frappe la France. La Fédération des contribuables marche sur l'Élysée et le Palais-Bourbon. L'agitation gagne rapidement la France entière. L'Action française publie un manifeste du duc de Guise proclamant que l'alternative est entre monarchie et socialisme. L'autorité, voire le fascisme, attirent une grande partie des Français (l'enquête d'un grand journal sur la dictature montre qu'ils y sont favorables). Même les socialistes sont tentés (néo-boulangisme). Dans ce climat, les adhésions aux Camelots augmentent (moins cependant qu'en 1914), ainsi que le tirage et les abonnements du journal.

3.7.2 Le 6 février 1934

Dès Noël 1933, l'idée de putsch est dans l'air. L'antiparlementarisme est extrême (des cafés affichent « ici on ne sert pas les députés »). L'affaire Stavisky sert de détonateur. L'Action française appelle à la manifestation et aux armes, au cri de « À bas les voleurs » (slogan datant de l'époque de Boulanger). De nombreuses marches sur la Chambre échouent. Le président du Conseil Chautemps, ne s'alarme pas. Il forme une coalition à gauche, déclenchant la colère des milieux financiers. Il menace de réorganiser la police, soupçonnée d'indulgence à l'égard des manifestants.

Le préfet de police, Jean Chiappe, est en effet très populaire et proche de l'extrême droite. Plusieurs gouvernements successifs ont tenté de le déloger, en vain. Le 3 février 1934, enfin, Daladier, nouveau président du Conseil, le révoque. Les ligues veulent organiser une manifestation en son soutien. Elles prétendent que le gouvernement a fait venir des mitrailleuses, des tanks et des tirailleurs sénégalais pour tirer sur les manifestants. Le comte de Paris, fils du prétendant, propose un plan concret pour prendre le pouvoir, en s'appuyant sur les anciens combattants. Ces derniers ne le suivent pourtant pas, pas plus que les autres ligues. Ces dissensions engendrent des mots d'ordre séparés.

La journée du 6 février débute par des réunions place de la Concorde, où toutes les ligues sont présentes. Fait remarquable, *L'Humanité* a également appelé à manifester contre les « voleurs » et l'Association républicaine des anciens combattants, proche du parti communiste, manifeste avec les ligues. Les manifestants prennent ensuite le boulevard Saint-Germain, puis s'éparpillent. La manifestation dégénère en combat de rue, notamment au pont de Solférino. Certains comme Réal del Sarte veulent marcher sur l'Hôtel de Ville, d'autres comme les Jeunesses patriotes, la Solidarité française et les Camelots, veulent prendre le Palais-Bourbon. Mais le colonel de la Rocque, à la tête de la plus importante des organisations présentes, les Croix de feu, refuse le coup de force.

Le 6 février 1934 n'était pas un complot pour abattre la République. Le manque de coordination entre les ligues, l'absence de plan précis, les atermoiements des dirigeants des ligues en attestent. L'Action française lui a pourtant payé un lourd tribut : elle totalise 42% des pertes (une quinzaine de morts, plus de 1 500 blessés). Le 6 février engendre un sentiment d'échec chez tout le monde. Seuls les Croix de feu s'en tirent honorablement. Le commandement lamentable, l'absence de réelle

volonté de renverser la République provoquent le départ de certains membres parmi les plus actifs, comme Jacques Renouvin.

Au lendemain du 6 février, la province prend le relais, de nombreuses émeutes éclatant dans les villes, en soutien aux émeutiers du 6. Les manifestations des ligues cessent après l'investiture du gouvernement Doumergue. La gauche investit alors la rue, en une grande manifestation unitaire à l'appel de la C.G.T., le 12 février.

3.7.3 La dissolution

L'Action française se trouve de plus en plus isolée. Les Croix de feu, légalistes et incarnant une droite traditionaliste plutôt que l'extrême droite, font bande à part. Les autres ligues se réunissent en Front national. Son influence auprès des catholiques reprend, malgré la condamnation pontificale. On lui reproche cependant son royalisme désuet.

Le 9 février 1936, lors de l'enterrement de Jacques Bainville, un groupe de Camelots dissidents mené par Jean Filliol (futur fondateur du C.S.A.R.) blesse Léon Blum qui, passant par là, échappe de peu au lynchage. Le gouvernement intérimaire, dirigé par le radical Albert Sarraut, décide immédiatement de dissoudre l'Action française, les Camelots du roi et les Étudiants d'Action française. Cette décision inattendue apporte à l'Action française le soutien de tous les conservateurs.

Depuis 1926, la ligue était en lent déclin. Le recrutement et les revenus étaient en berne, sonnait ainsi le glas temporaire du journal. En 1934, elle comptait 70 000 adhérents environ et 1 500 hommes dans les troupes de choc (Camelots, commissaires, étudiants). La dissolution ne change pas grand chose. Le Journal existe toujours, les adhérents se regroupent dans d'autres associations royalistes comme l'Institut d'Action française ou l'Œillet blanc. C'est le début d'une politique véritablement antisémite (contrairement aux Jeunesses patriotes ou aux Croix de feu) qui trouve en Léon Blum son bouc émissaire : il est l'objet de violentes attaques de Maurras, de menaces de mort, et Xavier Vallat, proche de l'Action française, va jusqu'à lui reprocher son judaïsme en pleine Chambre.

Le 18 juin 1936, Léon Blum dissout toutes les ligues nationalistes, et leur interdit d'arborer leurs drapeaux et insignes. Les ligues reprennent alors à leur compte le drapeau tricolore, désormais définitivement adopté par l'extrême droite.

3.7.4 L'après-dissolution

L'autre grand événement de 1936 pour l'Action française est la guerre d'Espagne. L'Espagne compte un mouvement proche de l'Action française, et inspiré par Maurras : c'est *Cultura Española* (et sa revue *Acción Española*), qui se lance dans l'insurrection nationaliste suivant la victoire de la coalition de Front populaire. L'Action française se déclare hostile à toute vente d'armes à l'Espagne gouvernementale (la campagne sera reprise par toute la droite). Au final, la France ne livre qu'une petite quantité d'armes. Quand Franco s'empare du pouvoir, il est félicité par l'Action française qui voit en lui un nouveau Monck.

Les nombreux appels au meurtre de Maurras, notamment contre Blum, lui valent huit mois de prison à la Santé à partir d'octobre 1936. Il y est bien traité, mais ses partisans se déchaînent contre ses ennemis, notamment contre Roger Salengro, ministre de l'Intérieur du gouvernement Blum, qu'ils accusent d'avoir déserté. La campagne de diffamation se répand dans toute la presse et accule Salengro au suicide en novembre. Tout au long des années 1936 et 1937, l'Action française tente de persuader l'opinion de l'imminence d'une révolution communiste. Ainsi le 16 mars 1937, la police ouvre le feu contre des manifestants socialistes et communistes qui protestaient contre une réunion du Parti social français, fondé par le colonel de la Rocque. Tandis que la gauche accuse le P.S.F., l'Action française pointe du doigt une collusion entre la police et les manifestants de gauche. Mais la solidarité avec de la Rocque n'est qu'apparente. En 1937, l'Action française et un dissident des Croix de feu, le duc Pozzo di Borgo, organisent une vaste campagne contre de la Rocque. Pozzo di Borgo l'accuse ainsi d'avoir émargé aux fonds secrets lors du gouvernement Tardieu, mais La Rocque est loin d'être coulé.

Lorsque Maurras sort de prison en 1937, un nouveau défi l'attend. Le 11 septembre 1937, deux attentats à la bombe contre l'immeuble du patronat français et celui de l'Union patronale interprofessionnelle à Paris sont revendiqués par le C.S.A.R., déjà responsable de l'assassinat des frères Rosselli, commandité par Mussolini. Le C.S.A.R., *alias* la Cagoule, est née de la dissidence d'adhérents de l'Action française et d'anciens Camelots du roi lassés de la mollesse de la ligue, et partisans de l'action directe. En relation étroite avec le C.S.A.R. se trouve l'U.C.A.D., l'Union des comités d'action défensive, créée par le général Duseigneur et Pozzo di Borgo. Le C.S.A.R. sera condamné par Maurras et dès novembre 1937, il sera démantelé par la police.

1938 est aussi l'année de la rupture avec les Orléans. Le 11 novembre 1937, le duc de Guise publie un manifeste dans lequel il affirme que l'Action française n'est pas son porte-parole. L'Action française tente de faire bonne figure en proclamant que le prince a été trompé, mais le comte de Paris publie le 3 décembre une mise au point. Il y affirme son hostilité au nationalisme intégral, d'inspiration jacobine, et les méthodes expéditives de l'Action française. En fait, le jeune comte de Paris aspirait à la direction de l'Action française, mais il s'était heurté à l'intransigeance dictatoriale de Maurras, et il avait fait bande à part, lançant *Questions du jour* puis *Courrier royal*. L'Action française, en retour, avait tenté de saboter les entreprises du prince. Au bout du compte, c'est plutôt à l'Action française que profite la rupture.

Le 9 juin 1938, Maurras est enfin élu à l'Académie française, au fauteuil 16 d'Henri-Robert. Mais ce n'est qu'une mince satisfaction, les moyens et les effectifs ayant fondu depuis la dissolution (60 000 membres en 1938, dont 10% à Paris). L'Action française soutient les dictatures européennes, Mussolini, Franco ou encore Salazar, mais pas Hitler, l'Allemagne restant l'ennemi numéro un. Après l'Anschluß, la ligue se prononce contre le respect des accords liant la France à la Tchécoslovaquie : elle refuse de faire la guerre pour les Juifs ou pour les communistes, et pas davantage pour une nation étrangère. L'Action française se retrouve donc à réclamer à la fois la paix et le réarmement... Le 29 août 1939, le journal est censuré. Après la déclaration de guerre, le ton est résigné.

4 La Deuxième Guerre mondiale

Dès le début de la guerre, les Juifs sont déclarés responsables, mais l'Action française affirme que tous ses adhérents rempliront leur devoir patriotique, et qu'il s'agit d'anéantir non seulement Hitler, mais aussi l'Allemagne. Ils s'intéressent également à la guerre finno-soviétique et préconisent l'intervention en Finlande. En juin 1940, le journal part de Paris devant l'avancée allemande, mais reste optimiste. Il refuse une paix aux dépens de la France, et veut lutter jusqu'au bout.

L'arrivée de Pétain au pouvoir est saluée par Maurras comme une « divine surprise » – non pas la défaite de la France, comme cela a été dit, mais l'arrivée salvatrice de Pétain pour tirer la France du désastre. La première année du gouvernement de Vichy est en effet très influencée par Maurras et l'Action française. Cette influence est plus marquée

dans l'armée et auprès de l'Institut des études corporatives et sociales. Pour autant, l'Action française n'est ni collaboratrice (elle reste anti-allemande) ni résistante. Elle a seulement transféré au maréchal Pétain sa fidélité envers le Prince. Maurras est persuadé que Pétain joue un double jeu et qu'il travaille en sous-main contre les intérêts allemands. Cette théorie sera développée plus tard sous le nom du « glaive et du bouclier » par des maurrassiens comme le colonel Rémy, De Gaulle étant le glaive et Pétain le bouclier de la France.

1941 amène la division. Certains anciens de l'Action française se révèlent des collaborateurs enthousiastes, antisémites et anti-maçonniques forcenés, doublés d'anticommunistes après l'invasion de l'URSS par l'Allemagne. Certains rejoignent même la Milice de Darnand, ex-Camelot. D'autres, au contraire, rejoignent les rangs de la Résistance. Les monarchistes, d'Action française ou non, sont en effet nombreux parmi les premiers résistants. On peut citer Honoré d'Estienne d'Orves, royaliste par tradition familiale, mais aussi Jacques Renouvin ou Guillaïn de Bénouville, le colonel Dutheil de la Rochère, Ferdinand Paloc, le réseau O.C.M. en zone occupée... Parmi ceux qui rejoignent De Gaulle à Londres, beaucoup sont des sympathisants de l'A.F. : Thierry d'Argenlieu, Leclerc de Hautecloque, le colonel Rémy, la famille de Boissieu... Parmi les monarchistes qui s'engagent dans la Résistance, beaucoup ne comprennent pas l'attitude de Maurras soutenant un défaitiste, Pétain, et refusant de suivre De Gaulle par anglophobie.

En 1943, l'Action française demande sans succès à ses membres de quitter la Milice. Maurras désavoue les plus collaborationnistes comme Brasillach ou Suarez, ce qui lui vaut d'être accusé de sympathie avec les Juifs et les Anglais, et d'être arrêté par la Gestapo. Mais il se prononce également contre la résistance intérieure, accusée d'affaiblir la cohésion française. L'Action française pendant l'Occupation est en plein déclin. Sa direction est vieille (Léon Daudet meurt en 1942), plus très active. Ses militants sont divisés. Seul le journal survit, très indépendant et tenant tête à la censure. Il soutient toutefois la politique sociale, religieuse et d'éducation du régime de Vichy, ainsi que sa politique anti-Juifs (qu'il accuse même de lenteur) et isolationniste. Après l'occupation de la zone libre, c'est la résignation. Le journal prône la coopération résignée avec l'ennemi.

En septembre 1944, la vieille garde des dirigeants de l'Action française est arrêtée. Maurras et Pujo sont condamnés à la réclusion perpétuelle et à la dégradation civique. Maurras s'exclame alors : « c'est la revanche de Dreyfys ! » Ses partisans tentent en effet, sans succès de le faire passer

pour un Dreyfus de droite. Maurras est libéré en 1952 pour raisons médicales et mourra le 6 novembre de la même année.

5 Conclusion

Dès 1947, l'Action française renaît, autour d'un journal comme à ses débuts. C'est *Aspects de la France* (initiales transparentes), l'Action française ayant été interdit à la Libération. Un mouvement apparaît également, la Restauration nationale. Mais celui-ci est bien loin de renouer avec la splendeur passée de l'Action française. En 1952, année de la mort de Maurras, une scission a lieu quand Pierre Boutang crée son propre journal, *La Nation française*. En 1971, c'est Bertrand Renouvin, fils de Jacques, qui part créer la Nouvelle action française, qui deviendra la Nouvelle action royaliste. En 1981, quand le comte de Paris appelle à l'alternance, et donc à voter socialiste lors des élections présidentielles, c'est encore un coup porté à l'Action française. La fin du XX^e siècle, avec ses dates symboliques (millénaire capétien en 1987, bicentenaire de la Révolution française en 1989, bicentenaire de la mort de Louis XVI) ont cependant donné un nouvel essor au mouvement monarchiste. Mais l'Action française n'a pas été, de loin, la seule à en profiter : le légitimisme, mort depuis la fin du XIX^e siècle, a connu également une véritable résurrection autour des Bourbon d'Espagne, descendants du duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV. Mais ce royalisme-là, si l'on excepte l'aspect juridique de la querelle de la légitimité, est un royalisme plus sentimental, plus romantique, aux antipodes du rationalisme maurrassien...

Durant un peu plus d'un siècle, l'Action française aura eu un rayonnement politique et intellectuel sous-estimé aujourd'hui. Un rayonnement international, même, dans le Canada francophone, l'Italie, l'Espagne, la Roumanie, le Portugal, la Belgique ou encore la Suisse (Ligue vaudoise). Un rayonnement intellectuel qui allait bien au-delà des lecteurs de *L'Action française*, influençant une bonne partie des écrivains de l'entre deux guerres : le Parti de l'Intelligence regroupant Pierre Benoît, Daniel Halévy, Francis Jammes, Ernest Psichari, par exemple. Ou encore des publications analogues : la *Revue universelle* de Bainville, *Candide* (Tristan Bernard, Paul Morand, Sacha Guitry, Montherlant ou encore Jules Romains), *Je suis partout* (Bardèche, Claude Roy, Lucien Rebatet)...

Maurras lui-même aura eu une influence considérable avec son idéologie très cohérente et rationnelle. Les autres têtes pensantes de l'Action française auront séduit autrement : Daudet par la force de ses imprécations, Bainville par la rigueur de ses analyses. Les Camelots du roi auront fédéré une jeunesse étudiants en quête de panache, de nobles causes et d'action. L'Action française, au total, n'a jamais été un parti. Elle a voulu influencer la politique et la société, mais de façon indirecte, pas vraiment comme un exécutant. Elle était trop *ancien style* pour être véritablement autocratique, et elle s'est avéré incapable d'admettre les implications totalitaires des changements qu'elle préconisait.

Source : Eugen Weber, L'Action française. Paris : Stock, 1962 (réed. Fayard, coll. Pluriel, 1985).

Table des matières

1	Les débuts (1899–1918)	1
1.1	L’Affaire Dreyfus aux origines de l’Action française	1
1.1.1	Charles Maurras	1
1.1.2	Naissance de l’Action française	2
1.1.3	Le démarrage	2
1.2	Les organes de presse de l’Action française	4
1.3	Le duc d’Orléans et les Camelots	4
1.4	L’Action française et la cause ouvrière	5
1.5	L’essor	6
2	La Grande Guerre (1914–1918)	6
3	L’entre-deux guerres	7
3.1	Affaires étrangères	7
3.1.1	Paix et traités	7
3.1.2	Malheureux Poldèves!	8
3.1.3	Face à la montée du fascisme	8
3.2	L’Action française à la Chambre	9
3.3	L’affaire Philippe Daudet	10
3.4	Organisation de l’Action française	11
3.5	La question sociale	12
3.6	La condamnation	13
3.7	Affaires intérieures	14
3.7.1	La crise de la démocratie	14
3.7.2	Le 6 février 1934	15
3.7.3	La dissolution	16
3.7.4	L’après-dissolution	17
4	La Deuxième Guerre mondiale	18
5	Conclusion	20